

Avis n° 04-934
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 4 novembre 2004
sur la décision tarifaire de France Télécom
n° 2004109 relative à l'évolution de l'offre Réseau Intra-Cité

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu les éléments d'information complémentaires fournis par France Télécom le 12 octobre 2004 ;

Après en avoir délibéré le 4 novembre 2004,

1. Description de la décision tarifaire

L'offre "Réseau Intra-Cité" s'adresse aux organismes publics en région, notamment les collectivités territoriales (conseils régionaux, conseils généraux, communes, syndicats de communes, communautés urbaines) qui souhaitent établir des réseaux internes ; elle vise les besoins propres des collectivités territoriales et non la fourniture d'un service agréant les besoins des collectivités territoriales et des entreprises du territoire de la collectivité.

Techniquement, l'offre Réseau Intra-Cité est un service de capacité d'interconnexion de réseaux locaux en interface Ethernet. Sa topologie est en étoile, entre un site central et des sites extrémités (pas de liaisons directes entre sites extrémités).

Les sites extrémités sont reliés au réseau général de France Télécom:

- pour les « petits » sites extrémités (« petits » au sens du réseau, c'est-à-dire avec des besoins en débits compris entre 500 Kbit/s et 4000Kbit/s), par des technologies DSL-ATM (ADSL et SDSL) sur paire de cuivre ;
- pour les « gros » sites extrémités (débits compris entre 2 et 100 Mbit/s), par des technologies cuivre non DSL-ATM ou par fibre optique.

En achetant Réseau Intra-Cité, la collectivité garde la possibilité d'effectuer le routage elle-même ou d'acheter celui-ci auprès d'un « intégrateur » pour obtenir un service de transmission de données commutées entre ses sites. A ce titre, bien que commercialement destiné aux collectivités territoriales, ce service doit également demeurer disponible pour les opérateurs qui en feraient la demande, pour des raisons de non discrimination entre les filiales de France Télécom (Transpac ou Oléane) qui sont susceptibles d'acheter le service pour

constituer leur propre package et leurs concurrents, opérateurs de services¹. Même si, généralement², la fourniture de capacité et le service de routage font l'objet de lots séparés dans les appels d'offres des collectivités territoriales, rien n'oblige une collectivité à séparer les services en deux lots différents ; celle-ci peut donc lancer un appel d'offres pour un service entièrement packagé et Transpac aura la possibilité d'y répondre en agrégeant Réseau Intra-Cité avec ses propres services. Aussi, il est important de permettre aux opérateurs concurrents du groupe France Télécom de répliquer ce type d'offres en ayant la possibilité d'acheter Réseau Intra-Cité. Il s'agit là d'ailleurs d'un des principes importants de la réglementation des liaisons louées, catégorie de services à laquelle Réseau Intra-Cité appartient.

Par ailleurs, Réseau Intra-Cité comporte, en plus des liaisons Ethernet, une offre optionnelle d'interconnexion de PABX en liaison louée normalisée par l'ETSI (interface G703), commercialisée isolément ou au sein d'un package liaison voix- liaison Ethernet.

La présente décision tarifaire introduit une évolution sensible de l'offre :

- un changement de définition du périmètre de disponibilité pour le site central, ayant un impact limité dans la pratique: alors qu'auparavant la condition d'éligibilité pour le site central était uniquement se trouver dans une ville de plus de 10 000 habitants, dans la nouvelle proposition, le site central doit non seulement se trouver dans une ville de plus de 10 000 habitants, mais aussi que cette ville soit une des 230 communes-villes où se trouvent des brasseurs ATM ou une ville située à moins de 10 kilomètres des hôtels de ville siège de brasseurs ATM. Au final, la quasi-totalité des villes de 10 000 habitants entrent dans la nouvelle définition du périmètre d'accessibilité, ce qui représente environ 870 villes (d'après le dernier recensement général de l'INSEE) ; le site central est raccordé au réseau de France Télécom à un débit de 100 Mbit/s en Ethernet (Fast Ethernet) - aspect également inchangé de l'offre - ;
- un changement du périmètre d'accessibilité des sites extrémités entre le site central et les « gros » sites extrémités reliés par des liaisons en Ethernet hors DSL-ATM³ à des débits de 2 Mbit/s (support cuivre mais pas sur DSL-ATM) ou des débits de 10 et 100 Mbit/s (sur support optique) : ce périmètre passe de 3 kilomètres à vol d'oiseau entre le site central et les sites extrémité à un périmètre de 10 kilomètres à vol d'oiseau. Ce périmètre de 10 kilomètres autour du site central définit la « zone urbaine » du service Réseau Intra-Cité⁴ ; le client doit acheter un minimum de trois liaisons de ce type ou de packages⁵ ;
- un élargissement de la gamme des liaisons Ethernet sur DSL-ATM disponibles⁶ et du périmètre d'éligibilité des sites extrémité entre le site central et les « petits »

¹ Dans le cas d'un service de type RPV IP, l'intégrateur peut packager Réseau Intra-Cité avec ses propres équipements de routage.

² Selon une précision apportée par France Télécom

³ appelées par France Télécom « liaisons Ethernet »

⁴ La définition de la « zone urbaine » de Réseau Intra-Cité est différente de celle de Turbo DSL et de celle de l'INSEE.

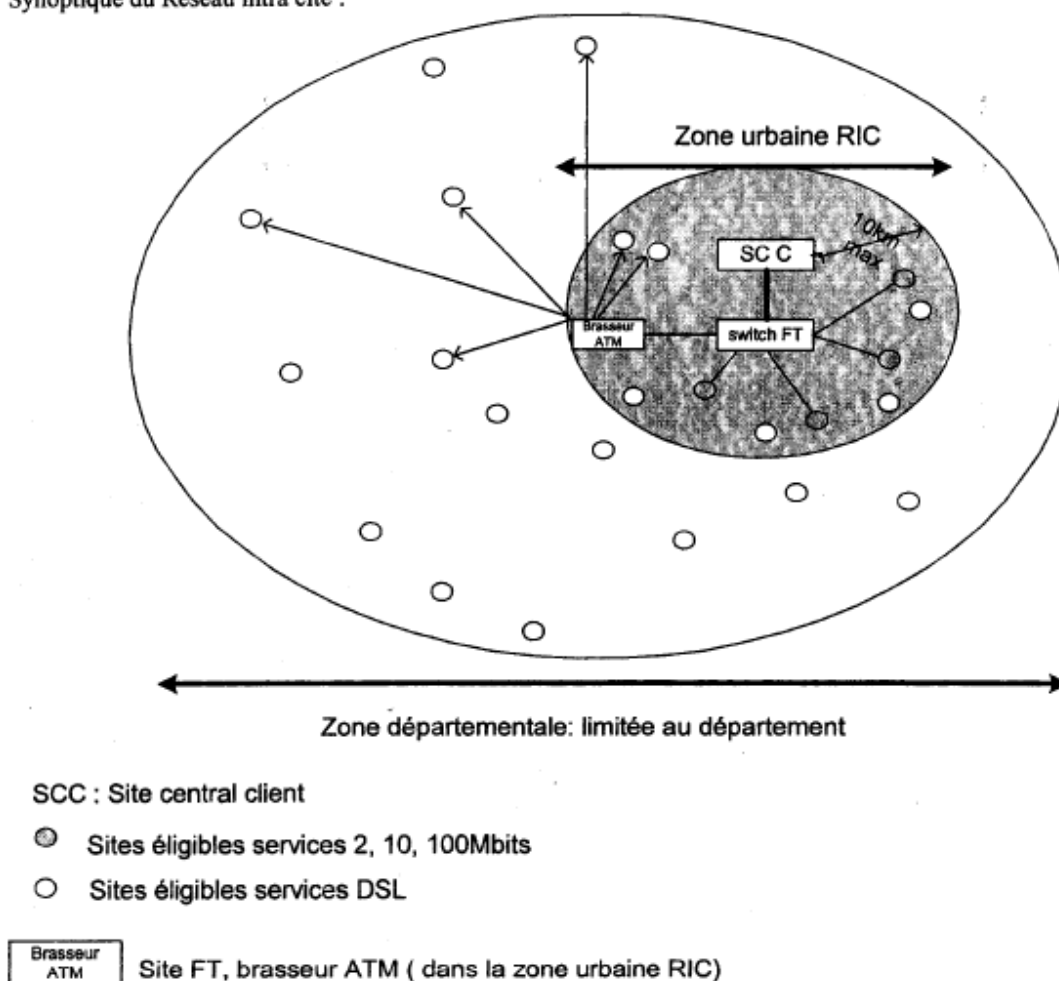
⁵ Trois « packages » : liaison voix - liaison Ethernet 2 Mbit/s, liaison voix- liaison Ethernet 10 Mbit/s, liaison voix - liaison Ethernet 100 Mbit/s.

⁶ appelées par France Télécom « liaisons DSL »

sites extrémités reliés par des liaisons en Ethernet sur DSL-ATM : pour la gamme des liaisons, France Télécom calque la gamme de Réseau intra-Cité sur l'offre Turbo DSL ; les deux offres ont les mêmes débits (500 Kbit/s et 1000 Kbit/s, 2000 Kbit/s et 4000 Kbit/s) et les mêmes niveaux de qualité de service (trois ou cinq niveaux de qualité de service selon les débits) alors qu'auparavant, seules les liaisons 500 et 1000 Kbit/s étaient disponibles et elles ne comportaient qu'un seul niveau de qualité de service pour Réseau Intra-Cité. Pour le périmètre d'éligibilité, il passe de 10 kilomètres autour du site central au département du site central⁷. Deux tarifs sont prévus pour les liaisons DSL-ATM : un tarif pour la « zone urbaine » (périmètre identique aux liaisons hors DSL-ATM) et un tarif départemental pour les sites en dehors de la « zone urbaine » mais à l'intérieur du département. Le client doit acheter un minimum de 5 liaisons de ce type (5 sites raccordés).

Dans sa nouvelle version, Réseau Intra-Cité nécessite, pour la collectivité territoriale (ou le groupement de collectivités territoriales dans le cas des communautés de communes), de relier au minimum 8 sites extrémités au site central, alors qu'auparavant, il fallait en relier trois au minimum.

Synoptique du Réseau intra cité :



⁷ commercialement présenté comme le département du brasseur ATM de rattachement du site central

France Télécom indique qu'il utilise une architecture de type « tronc-feuille » pour la fourniture du service sur DSL, avec les « feuilles » qui relient les sites extrémités au brasseur ATM et le « tronc » à 155 Mbit/s qui relie le brasseur ATM au switch Ethernet (cf schéma).

Par ailleurs, la présente décision tarifaire propose de nouvelles options de service (notamment l'introduction de plusieurs GTR).

2. Analyse de l'Autorité

L'Autorité a cherché tout d'abord à apprécier si les tarifs de l'offre Réseau Intra-Cité étaient cohérents avec les coûts encourus (test de prédation). Le compte d'exploitation fourni par France Télécom montre que le chiffre d'affaires généré par cette offre doit pouvoir couvrir les coûts encourus par France Télécom.

Par ailleurs, l'Autorité a cherché à apprécier la capacité des opérateurs entrants concurrents de France Télécom à répliquer cette offre faite sur le marché de détail en s'appuyant sur les offres de gros d'accès (en l'occurrence, Turbo DSL pour répliquer les « liaisons DSL » et la LPT 34 Mbit/s et 155 Mbit/s pour les « liaisons Ethernet » à 10 et 100 Mbit/s).

Il apparaît que les opérateurs concurrents sont en mesure de répliquer la partie de l'offre de France Télécom correspondant aux liaisons DSL (débits inférieurs à 4 Mbit/s), du fait de l'existence d'un espace économique entre les tarifs de France Télécom et les coûts d'un opérateur entrant efficace (ces coûts comportent l'achat de TDSL complet pour raccorder les sites à leur POP, offre de gros de France Télécom, et éventuellement des coûts propres de transport en ATM ou Ethernet si la distance entre les sites justifie un segment de transport).

A l'inverse, comme dans le cas de Pack LAN (dont l'architecture se rapproche de Réseau Intra-Cité), les opérateurs entrants concurrents ne sont pas en mesure de répliquer la partie de l'offre correspondant aux liaisons Ethernet sur fibre optique à 10 ou 100 Mbit/s au moyen de liaisons LPT très haut débit (34 et 155 Mbit/s).

En effet, il n'existe pas d'espace économique entre les tarifs de France Télécom et les coûts d'un opérateur entrant efficace pour toutes les configurations de réseaux (ces coûts comportent *l'achat de la LPT très haut débit* pour raccorder les sites⁸ et *l'ajout des équipements spécifiques en Ethernet* aux extrémités de la LPT). Cette catégorie de liaisons à 10 et 100 Mbit/s, qui ne peuvent pas être techniquement réalisées via des liaisons DSL-ATM mais uniquement sur support optique⁹ demeure fondamentale pour intervenir sur le marché de l'interconnexion des réseaux locaux. Si des opérateurs ne sont pas en mesure de fournir cette gamme de débits, ils ne peuvent concurrencer Réseau intra-Cité. La seule possibilité de réplication pour les opérateurs entrants se fait actuellement par déploiement d'infrastructures propres en fibre optique (boucles optiques métropolitaines raccordant les sites des clients finaux), actuellement limités à une partie des dix plus grandes villes de France et une partie de quelques communes en périphérie, soit une très faible part des 870 villes d'éligibilité de Réseau intra-Cité.

⁸ respectivement une LPT 34 Mbit/s pour répliquer le raccordement de sites extrémités à 10 Mbit/s et une LPT 155 Mbit/s pour répliquer le raccordement des sites extrémités à 100 Mbit/s et le raccordement du site central également à 100 Mbit/s

⁹ en l'état actuel de la technologie

L'Autorité remarque que l'extension du périmètre de disponibilité du service à 10 et 100 Mbit/s de 3 à 10 kilomètres autour du site central aggrave le problème de répliquabilité des opérateurs par l'utilisation de LPT plus longues.

3. Conclusion

L'Autorité constate que l'offre Réseau Intra Cité répond à une demande de plus en plus forte des collectivités territoriales, dont les besoins s'étendent fortement sur le plan géographique. La réponse à cette demande de la part des opérateurs doit se faire sans le cadre d'un environnement concurrentiel sur le marché de détail. Cet environnement concurrentiel ne peut résulter que de l'existence d'une offre de capacité sur le marché de gros adaptée aux besoins des opérateurs concurrents de l'offre de détail de France Télécom, c'est-à-dire d'une offre de gros assurant la répliquabilité de l'offre de détail de France Télécom.

En ce qui concerne les évolutions concernant les liaisons DSL-ATM (extension des débits et des niveaux de qualité de service des liaisons d'une part et extension du périmètre d'éligibilité du service d'autre part), l'Autorité émet un avis favorable à la décision 2004109 du fait de la capacité des opérateurs concurrents à répliquer l'offre de détail de France Télécom.

En ce qui concerne l'extension du périmètre d'éligibilité du service de 3 à 10 kilomètres concernant les liaisons hors DSL-ATM, l'Autorité émet un avis favorable à la décision 2004109 pour les liaisons hors DSL-ATM 2 Mbit/s, qui peuvent être répliquées par les opérateurs concurrents. Par contre, l'Autorité émet un avis défavorable à l'extension du périmètre d'éligibilité de 3 à 10 kilomètres pour les liaisons sur fibre optique (débits de 10 et 100 Mbit/s), du fait d'absence de répliquabilité de cette offre par les opérateurs concurrents de France Télécom. L'Autorité est prête à reconsidérer sa position sur l'extension du périmètre du service pour les liaisons sur fibre optique dès que France Télécom proposera une évolution de son offre de gros d'accès sur fibre optique sur les plans tarifaires et techniques, afin de permettre aux opérateurs concurrents de répliquer cette offre en Ethernet sur le marché de détail.

Pour les autres évolutions de la décision tarifaire n°2004109 portant sur les options de service, l'Autorité émet un avis favorable.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et d'autre part au ministre délégué à l'industrie, transmis pour information à France Télécom et mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 novembre 2004.

Le Président

Paul Champsaur